

Présentation du Budget Primitif 2016

Conseil Départemental
du 22 janvier 2016



Rappel du contexte budgétaire

- **Des contraintes nationales imposées au Département :**
 - **Baisse drastique des dotations de l'Etat et augmentation des prélèvements de péréquation :** - 159 M€/an en 2017 par rapport à 2013
 - **Augmentation des charges sociales non compensées par l'Etat :** + 38 M€ en 2017 par rapport à 2013

Soit une ponction sur les ressources en fonctionnement d'environ 200 M€ / an en 2017 par rapport à 2013.

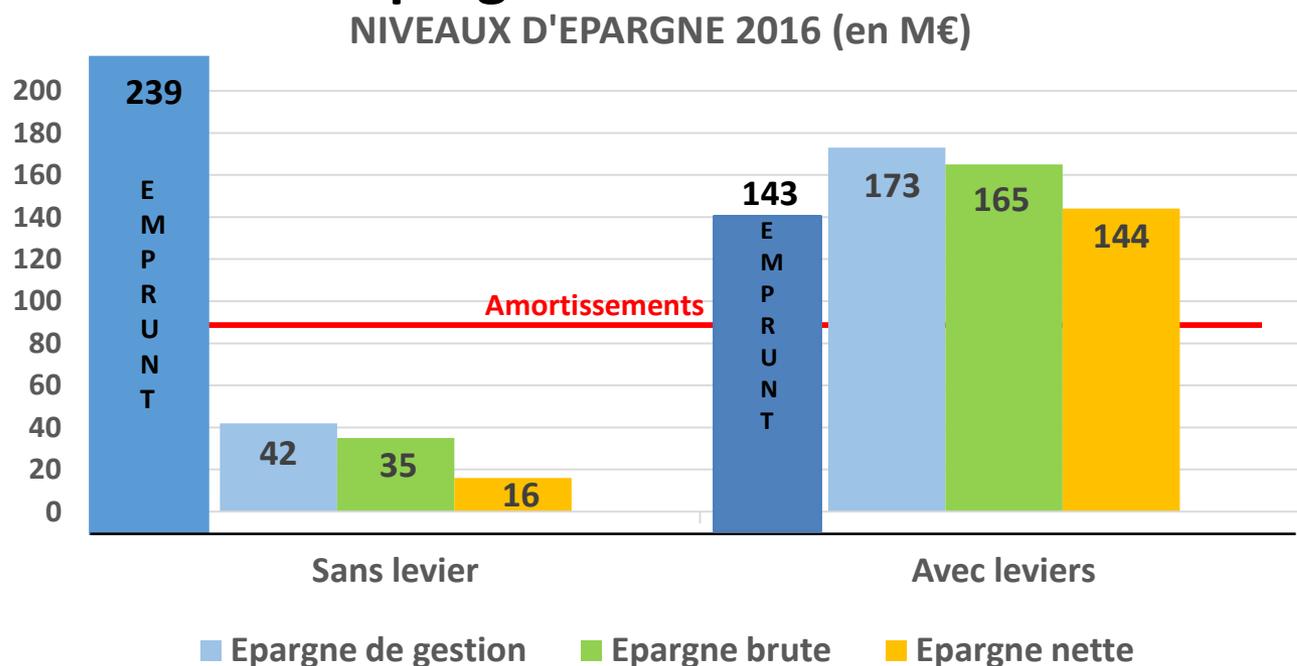
- **Une base de dépenses dominée par les dépenses obligatoires (65%) limitant le montant des économies réalisables :**
 - **Dépenses « modulables » hors personnel :** 155 M€ soit environ 16% des dépenses de fonctionnement
 - **Frais de personnel :** 170 M€ soit environ 17% des dépenses de fonctionnement mais avec une forte rigidité

La réponse budgétaire

➤ Les leviers :

1. **Baisse significatives des dépenses de fonctionnement** : -24 M€ (soit -3% par rapport à 2015 hors RSA et péréquations) et - 14% des dépenses « modulables » hors personnel
2. **Relèvement inévitable du taux de TFPB à 12,58%**, pour maintenir le financement responsable d'une politique d'investissement soutenue avec un recours maîtrisé à l'emprunt

➤ Impact sur le niveau d'épargne



Les grands équilibres du BP 2016

➤ **Budget global de 1,6 Md€ dont :**

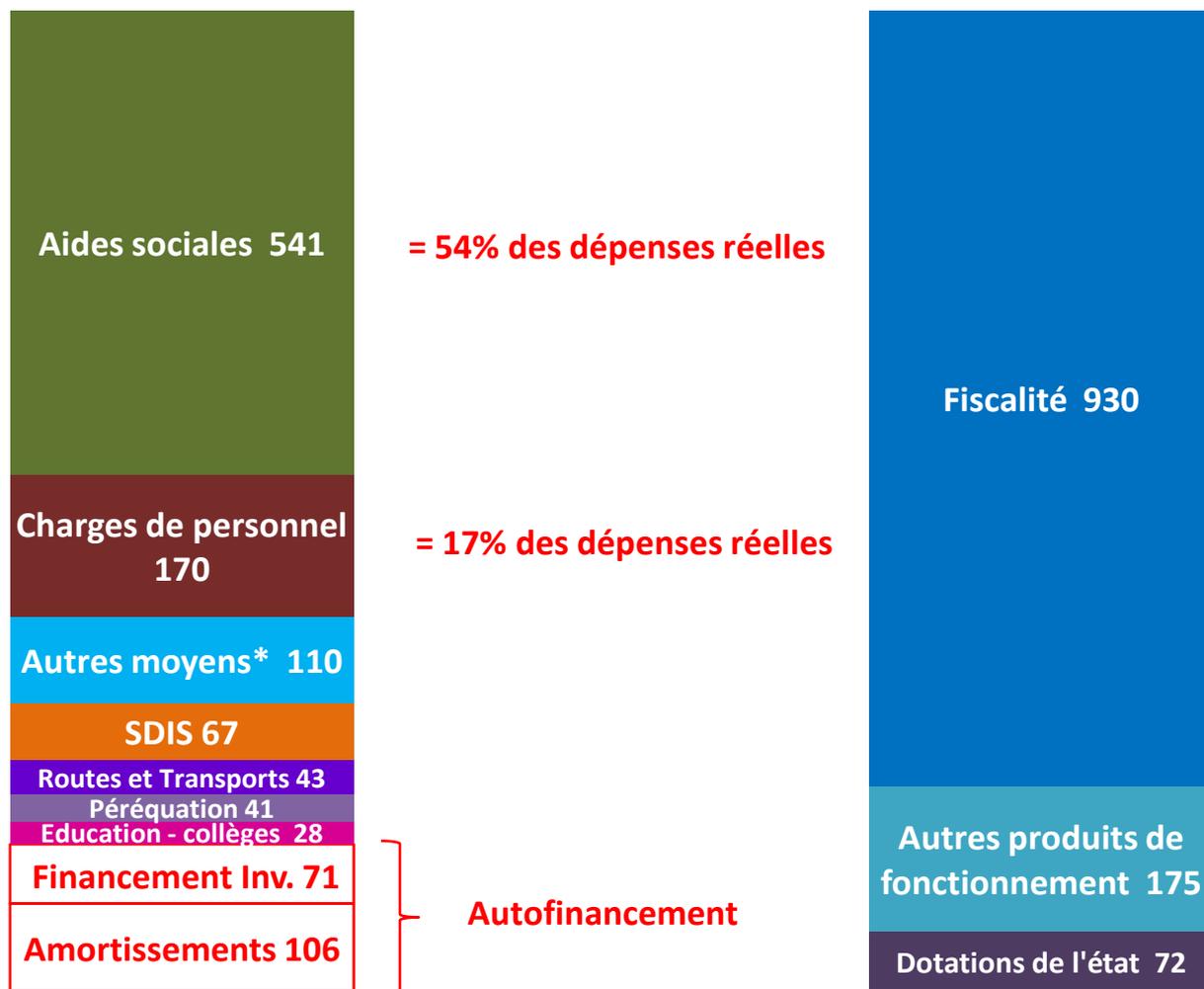
- 1,2 Md€ en fonctionnement
- 0,4 Md€ en investissement

➤ **Dépenses et recettes réelles équilibrées à 1,4 Md€**

➤ **Dépenses et recettes d'ordre équilibrées à 0,2 Md€**

(opérations comptables : opérations patrimoniales, amortissement des immobilisations, virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement, tirages et remboursement infra-annuels d'emprunts)

Structure du budget de fonctionnement BP 2016 (en M€)



Dépenses = 1 177 M€

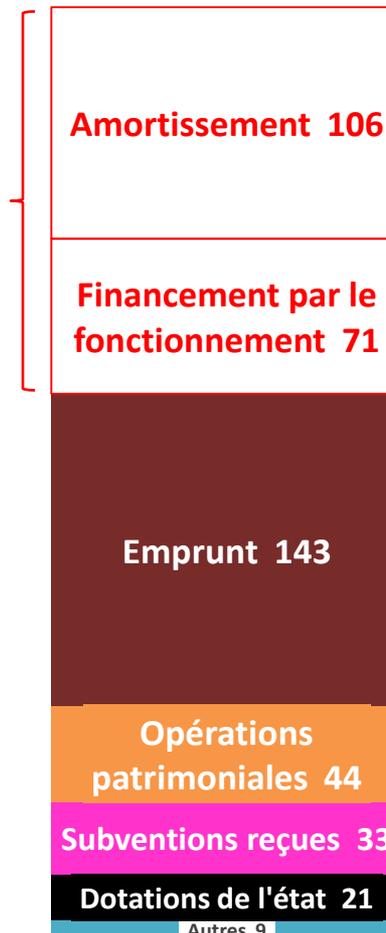
Recettes = 1 177 M€

Structure du budget d'investissement BP 2016 (en M€)



Dépenses = 427 M€

Autofinancement



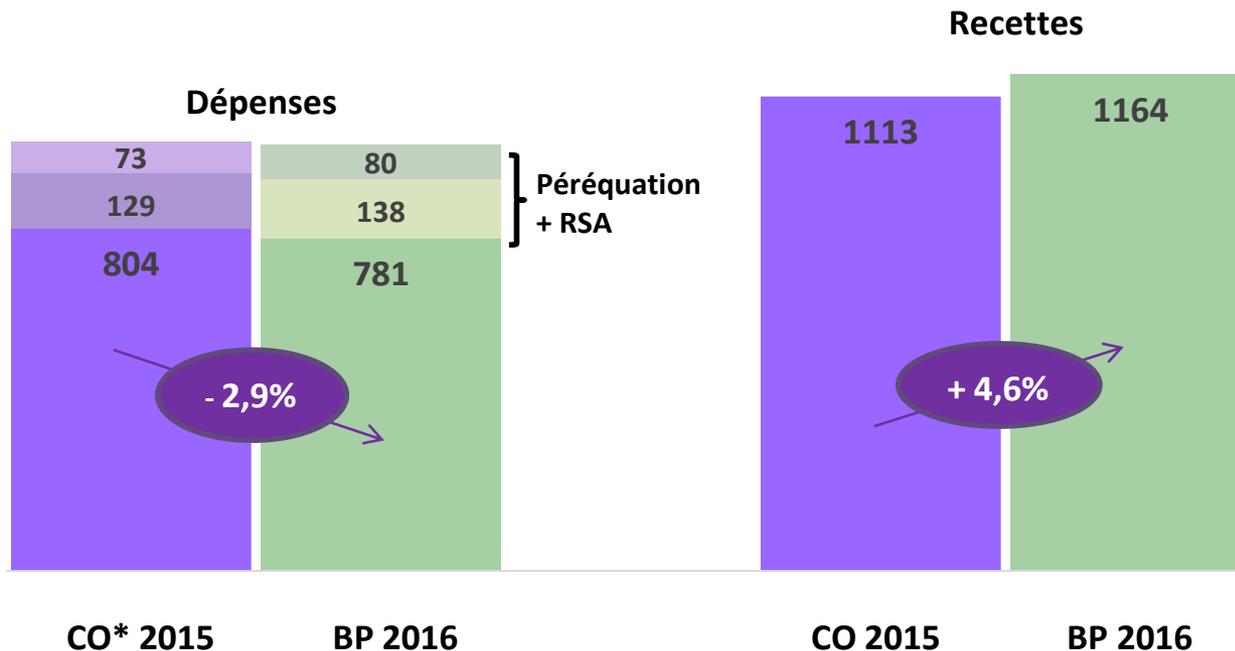
Recettes = 427 M€

LE FONCTIONNEMENT

Dépenses et recettes de fonctionnement

Evolution 2015-2016 (en M€)

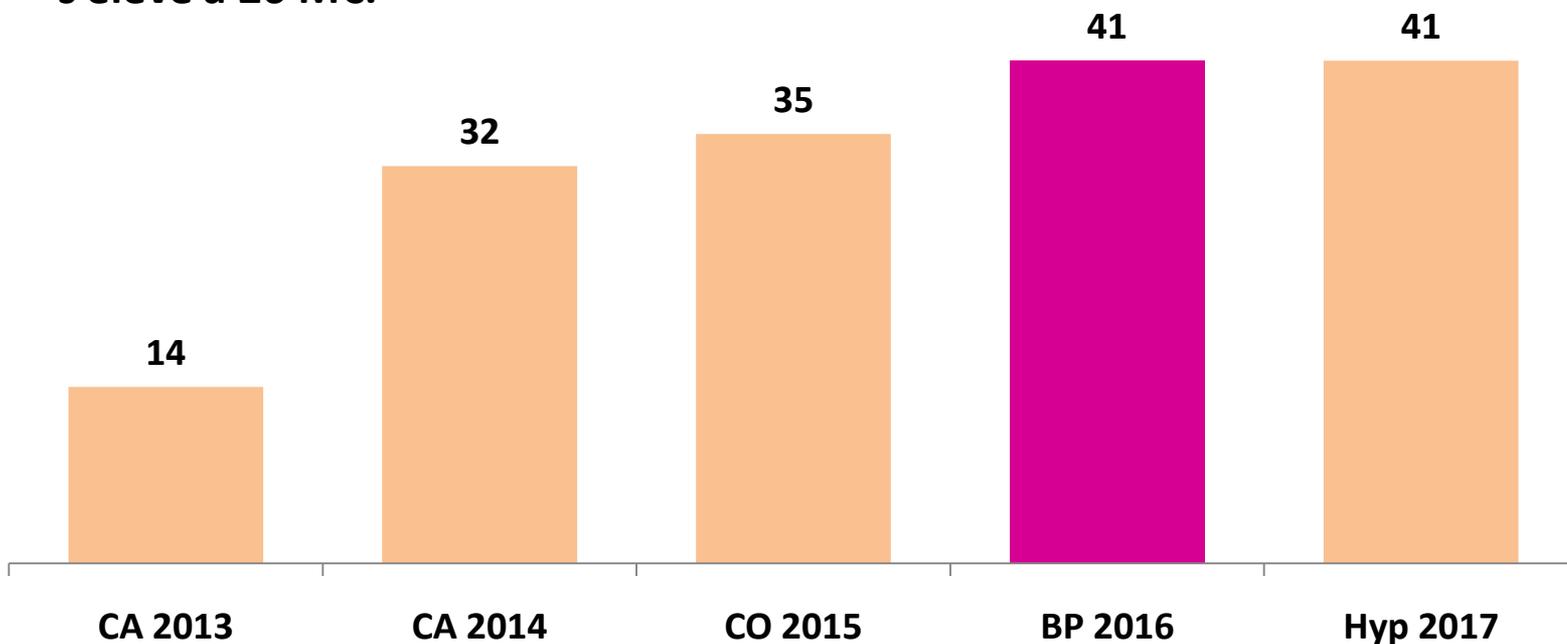
- - 2,9% sur les dépenses de fonctionnement hors péréquation et hors RSA
- + 4,6% sur les recettes de fonctionnement



Dépenses de fonctionnement

➤ Poursuite de la hausse des péréquations

- Le **Département des Yvelines est un contributeur net des 4 prélèvements existants** pour les départements (DMTO, FSD, CVAE et FSDRIF)
- La **contribution supplémentaire du Département sur la période 2013 - 2017 s'élève à 26 M€.**

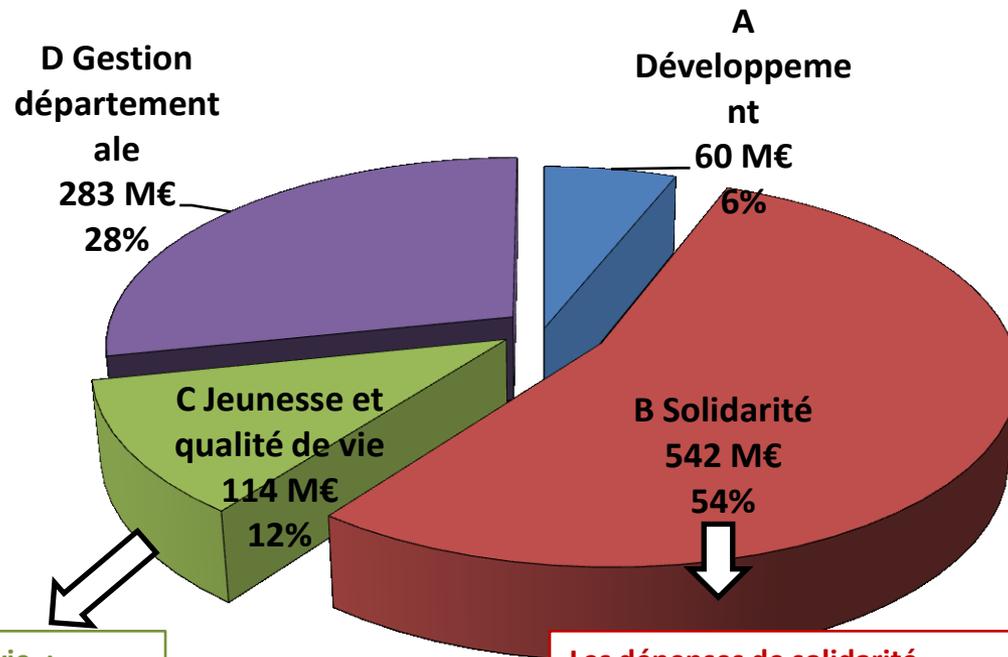


Dépenses de fonctionnement

➤ **Baisse de 2,9% des dépenses de fonctionnement (hors RSA et péréquation) :**

- ressources humaines (hors assistants familiaux) : non renouvellement des départs en retraite (-2,3 M€)
- maîtrise des frais d'hébergement des enfants placés à l'ASE (-2,9M€) ;
- maîtrise des subventions culture, sport et jeunesse (-2,7 M€) ;
- concentration des actions de prévention générale et spécialisée sur les communes en politique de la ville (-2,4 M€) ;
- suppression de l'aide de 5,5 € par jour et par enfant uniquement pour les crèches qui bénéficieront de la nouvelle aide complémentaire de la CAF (-8,3 M€) ;

Principales dépenses de fonctionnement par politique



Les dépenses jeunesse et qualité de vie :

- Collèges et enseignement : 27,3 M€
- Culture - Sport : 11,6 M€
- Modes de garde : 6,2 M€
- SDIS et gendarmerie : 67,6 M€

Les dépenses de solidarité

- Personnes handicapées : 174 M€
- Allocation RSA et aides à l'insertion : 143 M€
- Aide sociale à l'enfance : 121 M€
- Personnes âgées : 79 M€
- MDY, MDPH, CGL-CHL : 17 M€
- Secours d'urgence et PMI : 7 M€

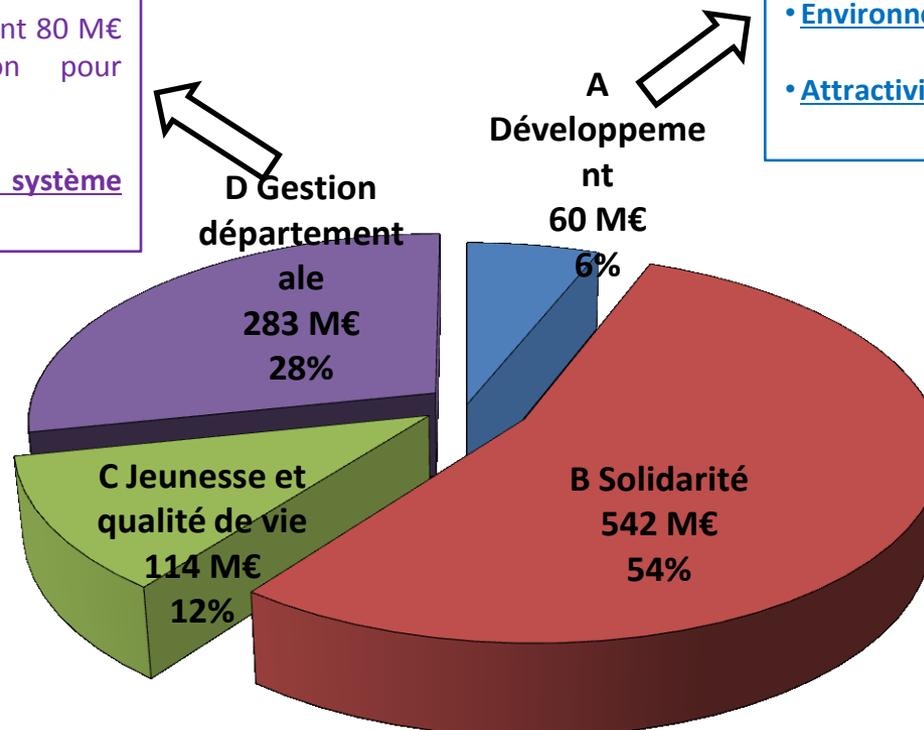
Principales dépenses de fonctionnement par politique

Les dépenses de gestion du Département

- **RH** : 178,0 M€ => non renouvellement systématique des départs en retraite soit 70 postes en moyenne par an (-2,3 M€) / embauche d'assistants familiaux pour réduire les coûts de placement ASE (+1,8 M€)
- **Dépenses financières** : 90 M€ dont 80 M€ de péréquation et provision pour péréquation
- **Moyens de fonctionnement et système d'info** : 14 M€

Les dépenses de développement

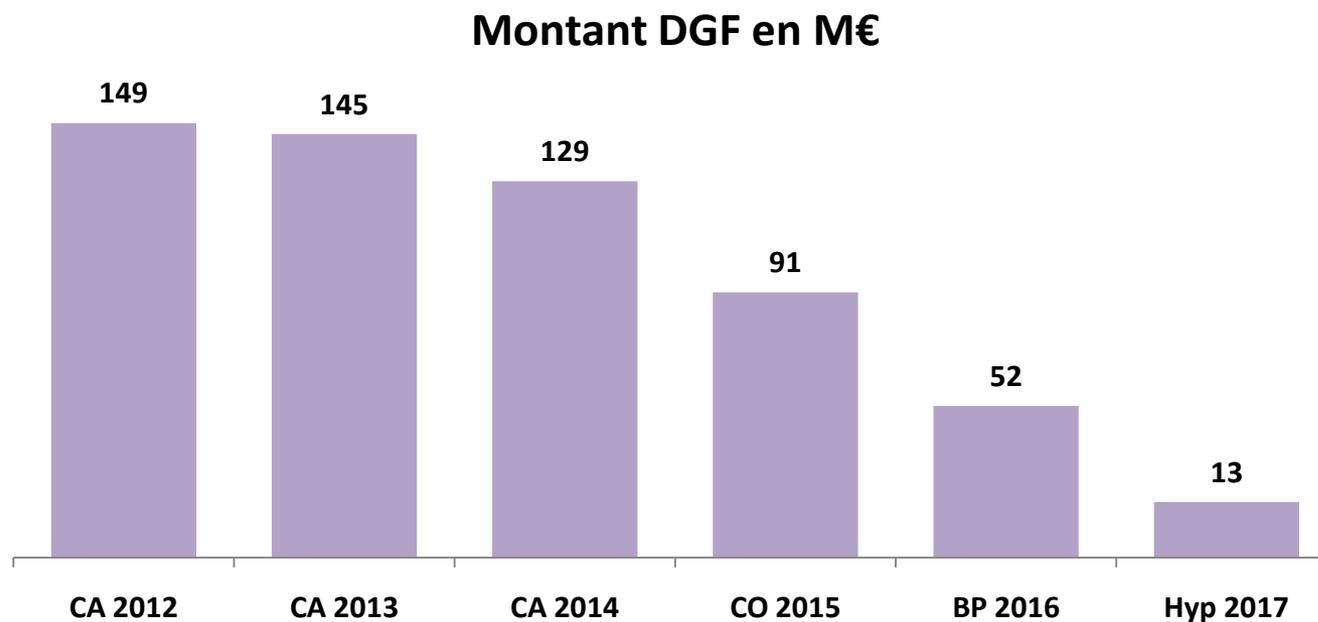
- **Mobilité durable** : 43,0 M€
- **Logements** : 8,5 M€
- **Attractivité économique** : 2,8 M€
- **Environnement** : 2,1 M€
- **Attractivité territoriale** : 2,9 M€



Recettes de fonctionnement

➤ Dotations de l'Etat

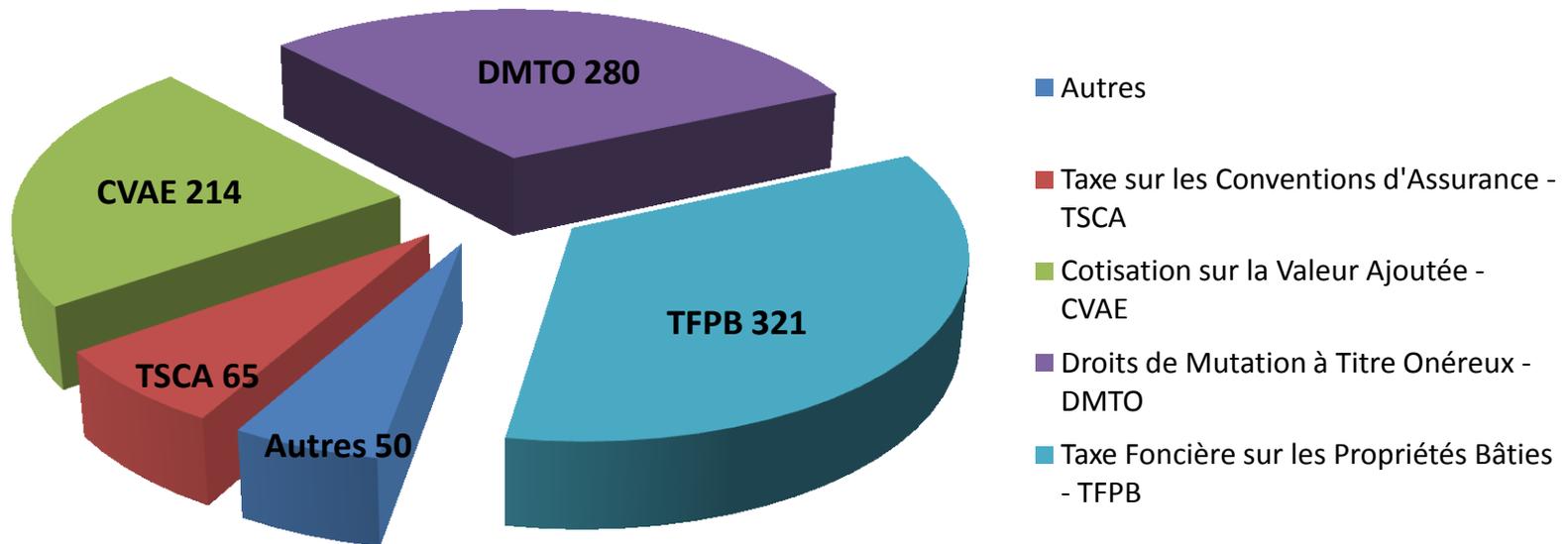
- **Nouvelle baisse de la DGF : -38 M€ entre 2015 et 2016**
- **Baisse de près de 90% de la DGF entre 2012 et 2017**



Recettes de fonctionnement

➤ Recettes fiscales de 930 M€ en augmentation de 17% dont

- **TFPB de 321 M€** avec :
 - Un relèvement du taux de 5 points : taux 2016 de 12,58%
 - Une hausse des bases estimée à +2% (1% volume + 1% nominal)
- **DMTO de 280 M€** : estimation prudente par rapport à 2015 (279 M€)
- **CVAE de 214 M€** : estimation en légère hausse (211 M€ en 2015)



Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

La TFPB est le seul impôt dont le Département maîtrise le taux.

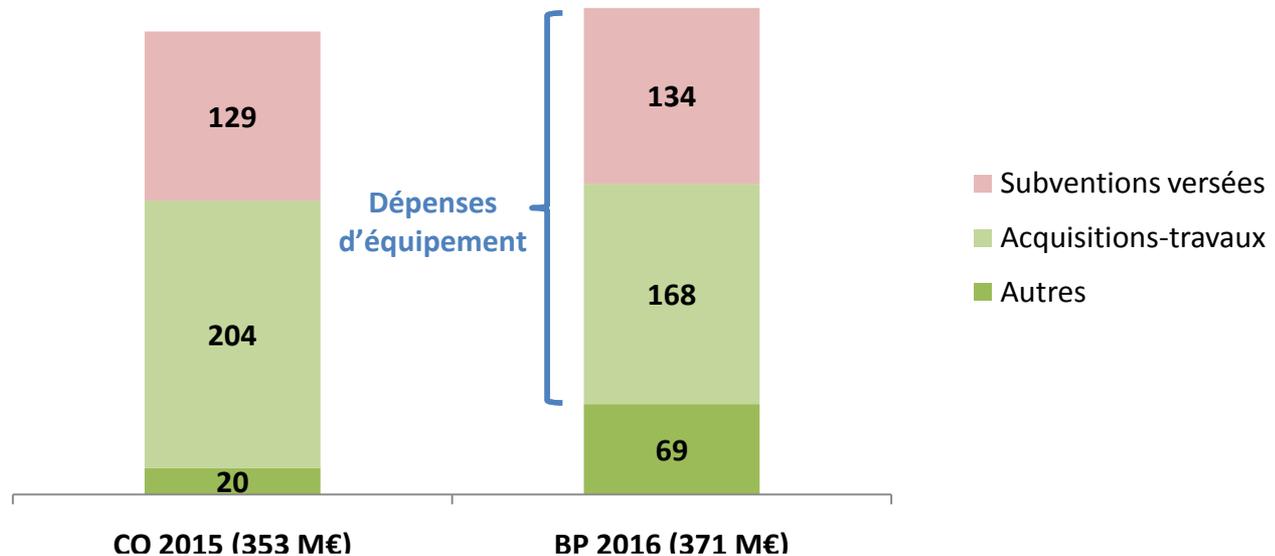
➤ Relèvement du taux 2016 à 12,58%

- = moyenne 2014 des départements de + de 1 million d'habitants
- < à la moyenne nationale 2014 qui est de 15,32%
- Les hausses du taux de TFPB prévues dans les autres départements en 2016 ne manqueront pas de maintenir le département très nettement en-dessous de la moyenne 2016 des départements de + de 1 million d'habitants.
- Pour la Grande Couronne, les taux de TFPB augmentent de +2,3 à +3,93 pts et varient ainsi entre 16,4 et 18%.

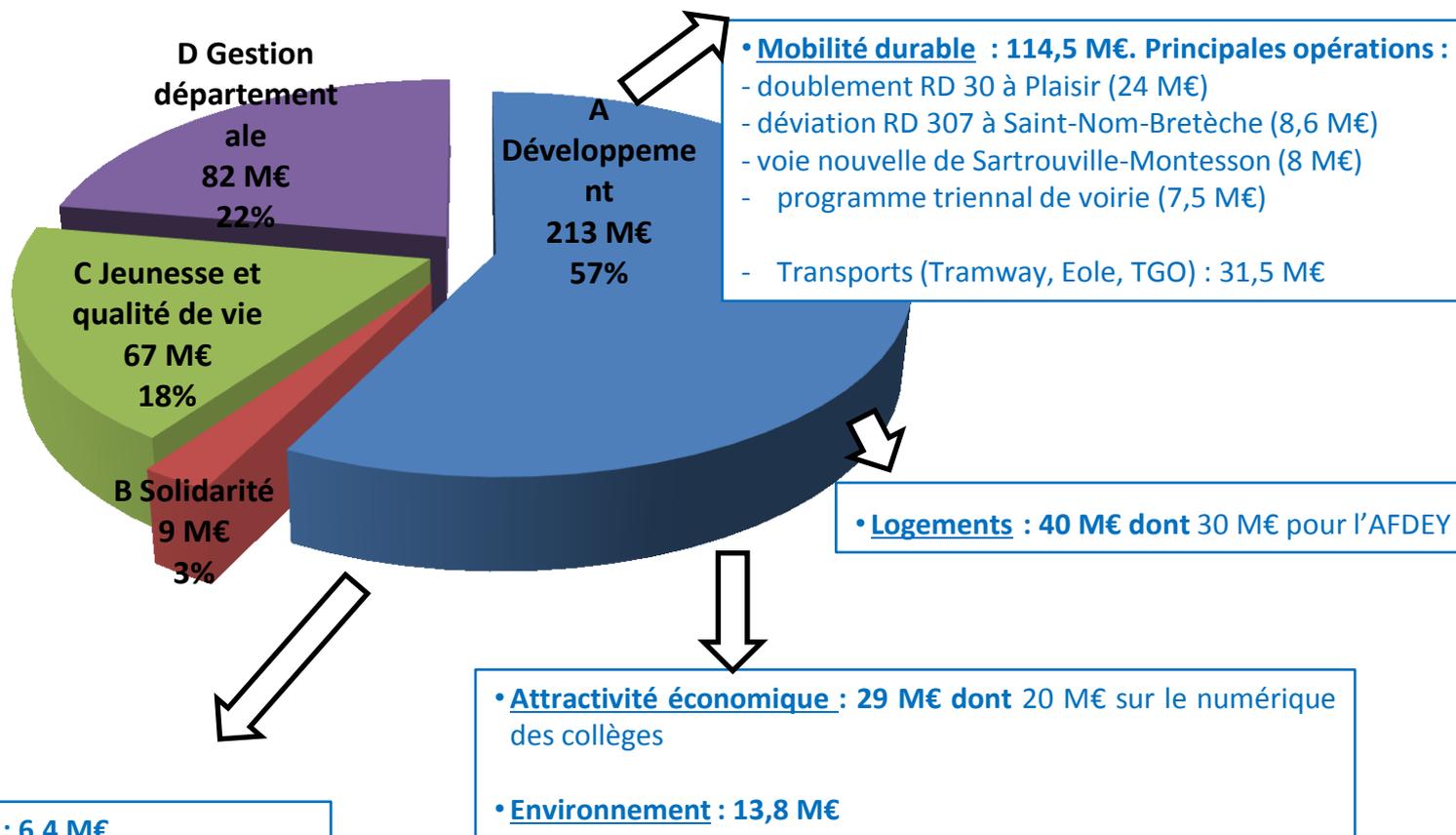
L'INVESTISSEMENT

Poursuite d'une politique soutenue d'investissement

- **Dépenses d'équipement = 302 M€ soit 209 €/hab** dont :
 - 168 M€ de travaux et acquisitions soit 116 €/hab
 - 134 M€ de subventions versées soit 93 €/hab
- **Niveau d'investissement supérieur aux autres CD +1Mhab**
209 €/hab → 155 €/hab



Principales dépenses d'investissement par politique

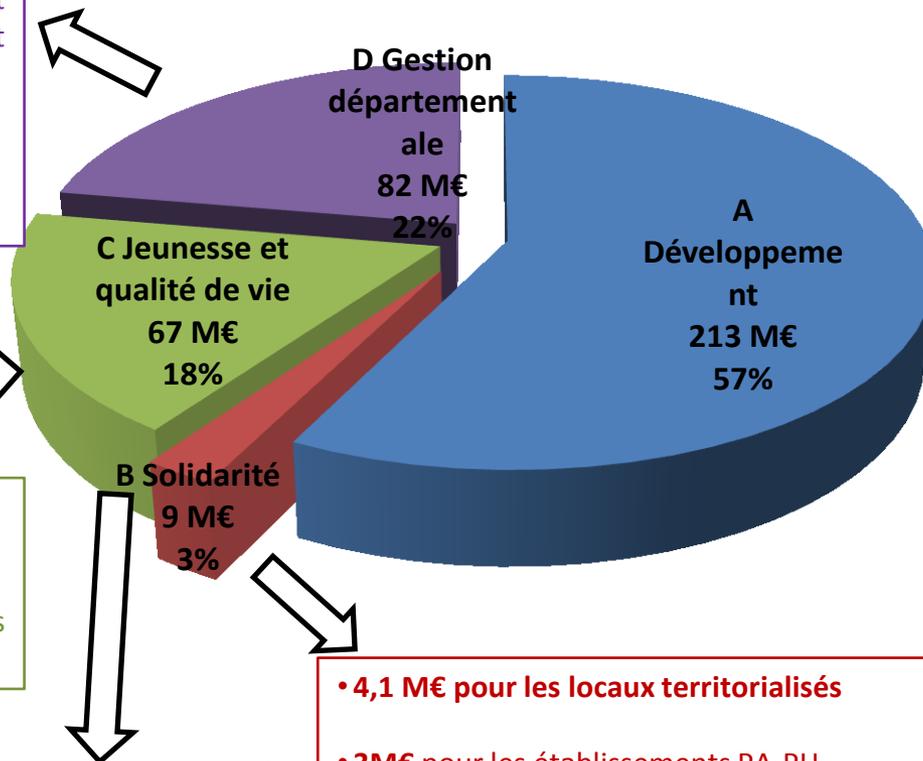


Principales dépenses d'investissement par politique

- **Ressources financières** : 70M€ => 21M€ pour le remboursement du capital de la dette / 40M€ pour des tirages et remboursements infra-annuels (recette équivalentes inscrites)

- **Systemes d'information** : 12M€

- **Moyens de fonctionnement** : 2M€



- **Collèges et enseignement** : 51M€ dont

- 18M€ pour la réhabilitation légère du réseau des collèges
- 15M€ pour 6 opérations de réhabilitation lourdes (OPL)
- 7 M€ pour le démarrage des études et travaux des lycées internationaux de Buc et Saint Germain en Laye

- **Culture et patrimoine** : 5,3M€

- **Sport** : 4,3M€

- **SDIS et gendarmeries** : 5,5M€

- 4,1 M€ pour les locaux territorialisés

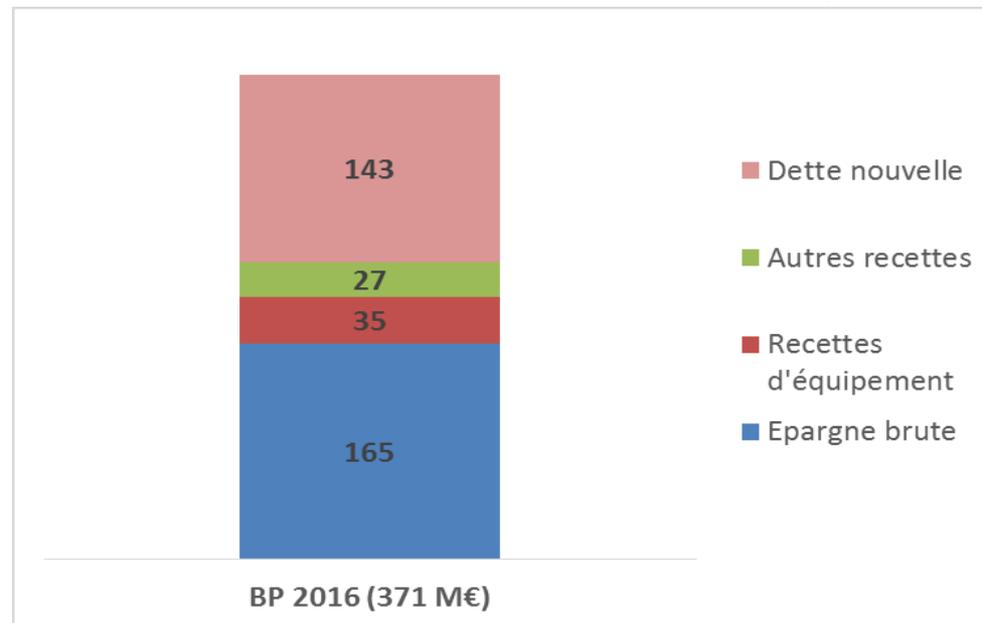
- 3M€ pour les établissements PA-PH

- 0,7 M€ pour les établissements ASE

- 0,6 M€ pour la coopération décentralisée

Financement de l'investissement

- Reconstitution de la capacité d'autofinancement du département : 165 M€ d'épargne brute en 2016
- Evolution maîtrisée de l'endettement à terme avec :
 - Une capacité de désendettement de 5 ans en 2020
 - Encours de dette 2020 de 555 € / habitant (= moyenne nationale de 2015)



Nouvelles enveloppes d'investissement

- **Le Département poursuit son effort** sur les investissements générateurs de ressources pour le futur : transports, collèges, logement et numérique.

- Ouverture de **nouvelles autorisations de programmes** notamment :
 - Travaux dans les collèges publics pour la période 2017-2020 (190 M€)
 - Financement du Département au projet EOLE
 - Modernisation des équipements sur les RD (69,2 M€)
 - Programme triennal de voirie (2016-2018) (22,5 M€ pour le bloc communal)
 - Renforcement des chaussées et ouvrages d'art (12 M€)

- Poursuite du soutien au bloc communal (150 M€ sur la période 2016 - 2020)